

A N N E X E S



1. Les communications en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme
2. La CSSF en chiffres
3. La place financière en chiffres
4. Liste téléphonique

1. LES COMMUNICATIONS EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT ET CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

L'obligation des professionnels du secteur financier de communiquer à la CSSF une copie des déclarations de soupçons de blanchiment ou de financement du terrorisme faites au procureur d'Etat trouve son fondement dans la circulaire CSSF 01/40 du 14 novembre 2001. Dans cette circulaire, la CSSF a précisé l'étendue de l'obligation en question en disposant que les professionnels doivent transmettre à la CSSF, parallèlement à toute transmission d'informations au procureur d'Etat sur base de l'article 40(2) deuxième tiret de la loi modifiée du 5 avril 1993 sur le secteur financier - remplacé par l'article 5 paragraphe (1) a) de la loi du 12 novembre 2004 -, les mêmes informations que celles communiquées au procureur d'Etat, quelle que soit l'origine de la procédure d'information et quel que soit le contenu de l'information communiquée, et ce afin qu'elle puisse exercer sa mission de surveillance prudentielle. Cette obligation est venue s'ajouter à l'obligation d'informer la CSSF en cas d'implication dans une enquête judiciaire du chef de blanchiment, telle que prévue par la circulaire IML 94/112, et ne se limite pas à la déclaration initiale, mais porte également sur les informations subséquentes pouvant avoir un intérêt pour la CSSF.

L'analyse de ces communications permet à la CSSF, en sa qualité d'autorité de surveillance prudentielle, de contribuer à la prévention de l'utilisation du secteur financier à des fins illégales et d'éviter que les professionnels soumis à sa surveillance n'encourent des risques juridiques et de réputation liés au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme. En effet, l'examen des copies des déclarations de soupçons et autres communications en la matière constitue un exercice important en vue de pouvoir évaluer la mise en œuvre concrète et l'application correcte par les professionnels du secteur financier des procédures anti-blanchiment, dont en particulier le respect par ces professionnels de leurs obligations en matière de «Know Your Customer» et de coopération avec les autorités.

Cette mission de la CSSF constitue ainsi une application directe de la compétence générale de la CSSF en la matière, qui vient d'être confirmée par la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après «la loi»), d'après laquelle *«la Commission est l'autorité compétente pour assurer le respect des obligations professionnelles en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme par toutes les personnes soumises à sa surveillance, sans préjudice de l'article 5 de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme»*.

Au sein de la CSSF, c'est le Secrétariat général qui est chargé du traitement des dossiers relatifs aux communications de soupçons de blanchiment et de financement du terrorisme lui adressées en copie par les professionnels du secteur financier.

Sur la base des cas examinés, il apparaît que les professionnels font de plus en plus des exercices de monitoring réguliers de leur clientèle, leur permettant de détecter notamment des faits douteux, justifiant des soupçons relatifs à certains clients. La consultation de l'Internet s'avère être une aide précieuse dans la recherche d'informations concernant en particulier une clientèle majoritairement non-résidente. Certains professionnels appliquent leurs standards de monitoring même au-delà du fonctionnement actif du compte et procèdent, le cas échéant, à une déclaration lors de la prise de connaissance de faits délictueux constatés dans le chef d'un ancien client.

Des instruments informatiques ayant pour but la détection de transactions anormales s'avèrent également utiles. Ils ne peuvent pourtant pas remplacer une appréciation *intuitu personae* du client et une connaissance approfondie de ses activités.

Néanmoins, souvent le professionnel du secteur financier ne peut formuler un soupçon concret, alors que les informations sur le client sont insuffisantes, illogiques ou manquent de clarté. Dans de nombreux cas de figure, bien que les transactions effectuées par le client ne correspondent pas au profil de celui-ci ni aux déclarations faites lors de l'entrée en relation d'affaires, le professionnel ne pouvait démontrer l'existence d'un indice de blanchiment ou de financement du terrorisme. Dans ce

cas, la circulaire CSSF 02/78 relative aux infractions primaires préconise que le professionnel regroupe d'abord toutes informations utiles reçues du client afin de juger s'il faut faire une déclaration de soupçon. Il ne lui appartient pas de faire une analyse juridique de la situation, tâche qui revient aux autorités compétentes en la matière, lesquelles ont les moyens de vérification nécessaires à leur disposition.

En ce qui concerne les clients personnes morales, la CSSF a pu constater que l'identification se limite trop souvent à une identification formelle du client, sans que le professionnel du secteur financier en établisse un profil complet comportant des informations sur l'arrière-fond économique de la société, le bénéficiaire économique ultime, le but de la relation avec le professionnel du secteur financier, les activités et opérations projetées. Cette observation vaut surtout pour les clients du type «société de participation». Plus précisément, l'affaire «Parmalat» a clairement montré qu'il faut s'intéresser au client au-delà de son nom et de sa réputation dans le monde des affaires. En effet, ces informations sont indispensables pour que le professionnel du secteur financier soit en mesure de se rendre compte de transactions anormales car non conformes au profil préétabli.

Relevé statistique des communications

En 2004, la CSSF a eu à connaître d'un total de 509 communications en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Il est intéressant de souligner que 91 de ces déclarations ont été faites suite à une demande d'entrée en relation d'affaires présentée par un client potentiel, mais à laquelle le professionnel du secteur financier n'a pas donné de suite favorable en raison d'un soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme. Dans ces cas de figure, il convient de noter que souvent, soit le professionnel a refusé l'établissement d'une relation par manque d'informations transparentes et concluantes, voire même parce que les documents présentaient un caractère frauduleux ou de faux, soit le client s'est désisté suite à la demande du professionnel afin d'obtenir plus de documents et de précisions. Il est évident que des mesures de *screening* poussées dès la première demande d'entrée en relation évitent au professionnel d'être confronté plus tard à un client à risques qu'il aurait été préférable de refuser dès le premier contact.

Nombre de déclarations (44) ont également été faites dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme. Cette catégorie regroupe les communications soit transmises en copie à la CSSF suite aux circulaires émises à ce sujet par la Cellule de Renseignement Financier (CRF), soit reçues en réponse aux circulaires de la CSSF relatives à des mesures restrictives financières (gel de fonds) décidées au niveau européen.

On constate que 86 des 162 établissements de crédit inscrits sur la liste officielle au 31 décembre 2004 ont fait une communication en 2004. Concernant les autres professionnels du secteur financier (PSF), 18 PSF sur un nombre total de 166 PSF figurant sur la liste officielle au 31 décembre 2004 ont adressé une communication à la CSSF en 2004.

Il est frappant de constater que l'ensemble des communications des dix professionnels du secteur financier ayant fait chacun plus que dix communications en 2004 - en l'occurrence, il s'agit de dix établissements de crédit - représentent à elles seules près de la moitié des communications reçues par la CSSF (46%).

L'explication pourquoi certains professionnels du secteur financier sont à l'origine d'un grand nombre de communications alors que d'autres n'en ont fait que peu, voire aucune, peut dépendre de l'activité et de la taille du professionnel, ainsi que du nombre de ses clients. Cependant, s'il n'est pas souhaitable que des déclarations soient faites à la légère, sans que le professionnel ait effectivement constaté un fait qui pourrait être un indice de blanchiment ou de financement du terrorisme conformément à l'article 5 paragraphe (1) de la loi, il est important que les professionnels du secteur financier, y compris en particulier les PSF, n'ayant pas fait de déclarations de soupçons ou très peu, s'interrogent sur les raisons de cette situation.

2. LA CSSF EN CHIFFRES

ANNEXES

	Surveillance prudentielle				Questions informatiques			Questions générales			TOTAL
	Surveillance des banques	Surveillance des OPC	Surveillance des PSF	Surveillance des marchés d'actifs financiers	Administration et Finances	Systèmes d'information	Audit informatique	Direction	Conseillers du Directeur général	Secrétariat général	
Lettres	2.316	15.500	1.059	954	719	276	72	114	269	2.816	24.095
Entrevues	207	150	203*	24	30	62	203*	/	203*	13	689
Contrôles sur place	32	6	5	/	/	/	6	/	/	/	49
Réunions des comités internes											
> Comité « Banques »	1										
> Comité « Comptabilité bancaire »	4										
> Comité « Compliance »	5										
> Comité « OPC »		6									
> Comité « SICAR »		2									
> Comité « Autres professionnels du secteur financier »			1								
> Comité « Marché des valeurs mobilières »				3							
> Comité « Juristes »									30		
> Comité « Fonds de pension »									2		
> Comité consultatif de la réglementation prudentielle										4	
Réunions nationales	/	/	/	/	/	/	38	/	/	/	38
Réunions internationales	146	12	9	96	/	/	/	4	/	6	273
Réunions avec les autorités homologues	30	7	/	/	/	/	/	/	/	/	37
Discours lors de conférences	/	4	/	/	/	/	7	1	11	/	23

* Entrevues communes aux services et fonctions concernés.

3. LA PLACE FINANCIERE EN CHIFFRES

Situation au 31 décembre 2004

BANQUES

Nombre		162
Somme des bilans		EUR 695,103 milliards
Résultat net		EUR 2,884 milliards
Emploi		22.554 personnes

ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

Nombre		1.968
Nombre d'unités		7.876
Patrimoine global		EUR 1.106,222 milliards

SOCIETES DE GESTION

Nombre		26
Emploi		511 personnes

FONDS DE PENSION

Nombre		12
--------	--	----

SICAR

Nombre		3
--------	--	---

ORGANISMES DE TITRISATION

Nombre		2
--------	--	---

PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER

Nombre		166
Somme des bilans		EUR 38,432 milliards
Résultat net		EUR 318,706 millions
Emploi		6.059 personnes
Emploi total dans les établissements surveillés		29.124 personnes

4. LISTE TELEPHONIQUE

Commission de Surveillance du Secteur Financier

Adresse		110, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale		L-2991 Luxembourg
Central		26 25 1 - 1
Fax		26 25 1 601 (direction)
		603 (surveillance générale / banques)
		604 (fonds de pension, SICAR et titrisation)
		605 (OPC)
		606 (marchés d'actifs financiers)
		607 (PSF)
		608 (administration / informatique)

Direction

26 25 1 -

201 | SCHAUS Jean-Nicolas | *Directeur général*
202 | PHILIPPE Arthur | *Directeur*
210 | DELCOURT Simone | *Directeur*

203 | MICHELS Marcelle | *Secrétaire de direction*
204 | REISDORFFER Monique | *Secrétaire de direction*
205 | DELOOS Joëlle | *Secrétaire de direction*
206 | FRANTZ Karin | *Secrétaire de direction*

Audit Informatique

395 | HAGEN David | *Attaché de direction*
421 | BERNARD Claude | *Attaché de direction*
280 | DUCARN Pascal | *Attaché de direction*

Audit Interne

366 | VOLTAIRE Marie-Anne | *Attaché de direction 1er en rang*

Conseillers du Directeur Général

209 | WEITZEL Marc | *Conseiller de direction 1ère classe*
334 | PESCATORE Geneviève | *Attaché de direction 1er en rang*

Coordination Informatique

353 | DAMSCHEN Pascale | *Conseiller de direction adjoint*

Sécurité des Systèmes

420 | BACKES Constant | *Attaché de direction*

Surveillance Générale

222 | SIMON Claude | *Premier conseiller de direction*
315 | STROCK Romain | *Conseiller de direction 1ère classe*

217 | KAMPHAUS-GOEDERT Danièle | *Conseiller de direction 1ère classe*
214 | MEHLING Marguy | *Conseiller de direction*

26 25 1 -

- 352 | MARTINY Joëlle | *Conseiller de direction adjoint*
- 342 | GOY Jean-Marc | *Attaché de direction 1er en rang*
- 302 | REINARD Davy | *Attaché de direction 1er en rang*
- 351 | WAGNER Martine | *Attaché de direction 1er en rang*
- 306 | BERGAMO Didier | *Attaché de direction*
- 304 | HOSCHEID Alain | *Attaché de direction*
- 308 | KIRSCH Ronald | *Attaché de direction*
- 350 | LUU Ngoc Dinh | *Attaché de direction*
- 316 | MAAR Patrick | *Attaché de direction*
- 394 | MANZARI Nadia | *Attaché de direction*
- 399 | NEU Manuel | *Attaché de direction*
- 397 | REIMEN Edouard | *Attaché de direction*
- 398 | WAMPACH Claude | *Attaché de direction*
- 391 | WEIRICH Karin | *Attaché de direction*
- 455 | SEIL Diane | *Attaché de direction stagiaire*

Service Surveillance des Banques

- 235 | BISDORFF Frank | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 229 | ENGLARO Ed | *Conseiller de direction 1ère classe*

- 219 | GASPARD Nico | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 258 | STEFFEN Jean-Paul | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 310 | WAGNER Patrick | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 213 | WILHELMUS Marc | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 218 | BAUSCH Marco | *Conseiller de direction*
- 224 | DE RON Joan | *Conseiller de direction*
- 294 | LEY Jean | *Conseiller de direction*
- 233 | MERSCH Jean | *Conseiller de direction*
- 312 | REISER Claude | *Conseiller de direction*
- 262 | BECKERS Jean-Louis | *Conseiller de direction adjoint*
- 354 | DALEIDEN Françoise | *Conseiller de direction adjoint*
- 309 | WEIS Alain | *Conseiller de direction adjoint*
- 365 | BORDET Marc | *Attaché de direction 1er en rang*
- 215 | DE BORTOLI Romain | *Attaché de direction 1er en rang*
- 324 | LAHR Isabelle | *Attaché de direction 1er en rang*
- 328 | MOES Claude | *Attaché de direction 1er en rang*
- 279 | PINTO Christina | *Attaché de direction 1er en rang*
- 290 | TOCK Claudine | *Attaché de direction 1er en rang*
- 367 | TRIERWEILER Michèle | *Attaché de direction 1er en rang*
- 225 | AZEVEDO PEREIRA Carlos | *Attaché de direction*
- 299 | CECCARELLI Monica | *Attaché de direction*
- 275 | DONDELINGER Anouk | *Attaché de direction*
- 288 | DUARTE Jean-Louis | *Attaché de direction*
- 298 | JANK Gilles | *Attaché de direction*
- 371 | POLFER Steve | *Attaché de direction*
- 317 | SARMENTO Marina | *Attaché de direction*
- 318 | SIMON Yves | *Attaché de direction*
- 319 | STREWELER Jacques | *Attaché de direction*
- 292 | DELAGARDELLE Michèle | *Secrétaire*
- 314 | HUMBERT Steve | *Secrétaire*
- 239 | WANDERSCHEID Claudine | *Secrétaire*

Service Surveillance des Organismes de Placement Collectif

- 242 | GREISCHER Irmine | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 320 | STEINBACH Claude | *Conseiller de direction adjoint*

- 240 | BODRY Pierre | *Conseiller de direction 1ère classe*

234		CONRATH Anne		<i>Conseiller de direction</i>
226		HENTGEN François		<i>Conseiller de direction</i>
355		FELTEN-ENDERS Pascale		<i>Conseiller de direction adjoint</i>
321		STROCK Alain		<i>Conseiller de direction adjoint</i>
343		BERCHEM Pascal		<i>Attaché de direction 1er en rang</i>
381		DE CILLIA Angela		<i>Attaché de direction 1er en rang</i>
380		OLIVERA Géraldine		<i>Attaché de direction 1er en rang</i>
379		ONTANO Fabio		<i>Attaché de direction 1er en rang</i>
345		TANSON Eric		<i>Attaché de direction 1er en rang</i>
383		BARITUSSIO Marie-Louise		<i>Attaché de direction</i>
323		CUBRIC Nathalie		<i>Attaché de direction</i>
347		HERTGES Joëlle		<i>Attaché de direction</i>
340		MONTEBRUSCO Roberto		<i>Attaché de direction</i>
341		REDING Pierre		<i>Attaché de direction</i>
271		REUTER Diane		<i>Attaché de direction stagiaire</i>
451		STREEF Christiane		<i>Attaché de direction stagiaire</i>
249		BARTHELIS Nico		<i>Inspecteur principal 1er en rang</i>
245		KOEPP Francis		<i>Inspecteur principal 1er en rang</i>
227		BOS Jolanda		<i>Inspecteur principal</i>
247		GILLEN Ralph		<i>Inspecteur principal</i>
283		MARBACH Victor		<i>Inspecteur principal</i>
269		THILGES Charles		<i>Inspecteur principal</i>
220		ANDRE-ZIMMER Adrienne		<i>Inspecteur</i>
289		GIEL-MARKOVINOVIC Anica		<i>Inspecteur</i>
254		GOFFINET Joël		<i>Inspecteur</i>
246		KERGER Martine		<i>Inspecteur</i>
243		NEUMANN Danielle		<i>Inspecteur</i>
278		SCHMIT Pascale		<i>Inspecteur</i>
284		SIEBENALER Marc		<i>Inspecteur</i>
337		APPENZELLER Géraldine		<i>Chef de bureau adjoint</i>
241		GASCHE Francis		<i>Chef de bureau adjoint</i>
338		HOFFMANN Karin		<i>Chef de bureau adjoint</i>
256		LIPPERT Francis		<i>Chef de bureau adjoint</i>
305		PLEGER Nadine		<i>Chef de bureau adjoint</i>
330		RACKE Marc		<i>Chef de bureau adjoint</i>
335		REISDORFF Nathalie		<i>Chef de bureau adjoint</i>
339		SCHOTT René		<i>Chef de bureau adjoint</i>
336		WILHELM Michèle		<i>Chef de bureau adjoint</i>
387		DECKER Marc		<i>Rédacteur principal</i>
244		HERR Dominique		<i>Rédacteur principal</i>
384		KRIER Claude		<i>Rédacteur principal</i>
331		MORLAK Guy		<i>Rédacteur principal</i>
385		THIELEN Claudine		<i>Rédacteur principal</i>
282		WAGNER Claude		<i>Rédacteur principal</i>
333		WAGNER Suzanne		<i>Rédacteur principal</i>
390		ALONSO Yolanda		<i>Rédacteur</i>
361		BONIFAS Stéphanie		<i>Rédacteur</i>
373		CHARNAUT Laurent		<i>Rédacteur</i>
388		CHRISTOPHORY Danièle		<i>Rédacteur</i>
272		COLOMBO Marie-Rose		<i>Rédacteur</i>
374		EWEN Tom		<i>Rédacteur</i>
362		HOFFELD Anne-Marie		<i>Rédacteur</i>
389		MANNES Martin		<i>Rédacteur</i>
363		REUTER Dave		<i>Rédacteur</i>
273		SCHIAVO Sabine		<i>Rédacteur</i>
268		SCHMITZ Daniel		<i>Rédacteur</i>
375		STOFFEL Thierry		<i>Rédacteur</i>
457		CAZZARO Christiane		<i>Rédacteur stagiaire</i>

26 25 1 -

- 464 | DOSBOURG Isabelle | *Rédacteur stagiaire*
- 465 | FRAITURE Jean-Claude | *Rédacteur stagiaire*
- 466 | JOST Patricia | *Rédacteur stagiaire*
- 458 | LEHNERT Jean-Marc | *Rédacteur stagiaire*
- 463 | LIS Carole | *Rédacteur stagiaire*
- 462 | QUARING Thierry | *Rédacteur stagiaire*
- 459 | TUMIOTTO Roberta | *Rédacteur stagiaire*
- 293 | HOUEL Damien | *Employé*
- 281 | PIERRARD-HOLZEM Evelyne | *Employé*
- 332 | EICHER Carole | *Secrétaire de direction*
- 236 | DOS SANTOS Carla | *Secrétaire*
- 251 | BETTINELLI Sandra | *Secrétaire*
- 386 | KUEHLER Simone | *Secrétaire*

Service Surveillance des Autres Professionnels du Secteur Financier

- 231 | BISDORFF-LETSCH Sonny | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 212 | LOSCH Denise | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 325 | FELICETTI Carlo | *Attaché de direction*
- 356 | JACOBY Brigitte | *Attaché de direction*
- 396 | NEY Carole | *Attaché de direction*
- 377 | PLETSCHETTE Luc | *Attaché de direction*
- 456 | LAHIRE Nicole | *Attaché de direction stagiaire*
- 208 | MIOTTO Claudia | *Inspecteur principal*
- 285 | MAMER Sylvie | *Inspecteur*
- 286 | SIMON Martine | *Rédacteur principal*
- 461 | BRIMEYER Gérard | *Rédacteur*
- 277 | LAUTERBOUR Emilie | *Secrétaire*

Service Secrétariat Général

- 230 | BERNA-OST Danièle | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 297 | MANDER Danielle | *Conseiller de direction 1ère classe*
- 238 | JUNCKER Benoît | *Conseiller de direction*
- 327 | CONTÉ Carine | *Attaché de direction*
- 329 | DELOGE Natasha | *Attaché de direction*
- 313 | HEIN Jean-François | *Attaché de direction*
- 393 | HOLTZMER Nadine | *Attaché de direction*
- 237 | MASTALSKA Iwona | *Attaché de direction*
- 348 | TRAUSSCH Christiane | *Attaché de direction*
- 454 | HAUBEN Gilles | *Attaché de direction stagiaire*

Service Surveillance des Marchés d'Actifs Financiers

- 232 | KAUTHEN Françoise | *Attaché de direction*
- 376 | ZIMMER Annick | *Attaché de direction*
- 311 | HENGEN Mylène | *Conseiller de direction*
- 326 | GLOESENER Simone | *Attaché de direction*
- 392 | VAN DE BERG Pierre | *Attaché de direction*
- 453 | LIMPACH Marc | *Attaché de direction stagiaire*
- 452 | MEYER Jean-Christian | *Attaché de direction stagiaire*
- 358 | HOFFMANN Malou | *Rédacteur*
- 460 | WAMPACH Maggy | *Rédacteur*
- 357 | NICOLAY-HOFFMANN Sylvie | *Employé*
- 276 | PULCINI Marie-Josée | *Secrétaire*

ANNEXES

Service Surveillance des Fonds de Pension, SICAR et Organismes de titrisation

26 25 1 -

223 | CAMPILL Christiane | *Conseiller de direction 1ère classe*

344 | PAULY Marc | *Attaché de direction 1er en rang*

382 | LAUX Josiane | *Attaché de direction*

291 | SCHMIT Isabelle Maryline | *Attaché de direction*

322 | CICCARELLI Daniel | *Chef de bureau adjoint*

360 | BACKES Son | *Rédacteur*

Service Administration et Finances

255 | JUNGERS Edmond | *Conseiller de direction 1ère classe*

259 | BECHTOLD Georges | *Inspecteur principal 1er en rang*

252 | WEBER Jean-Paul | *Attaché de direction*

364 | KIRSCH Alain | *Rédacteur principal*

378 | PLETSCHETTE Carlo | *Rédacteur principal*

292 | DEMUTH Elisabeth | *Expéditionnaire stagiaire*

265 | DOMINGUES Raul | *Huissier de salle*

263 | VALENTE Marco | *Huissier de salle*

257 | CALZETTONI Milena | *Secrétaire*

266 | CLEMENT Paul | *Chauffeur*

Service Systèmes d'Information

401 | FRANCK Jean-Luc | *Attaché de direction*

402 | WAGNER Sandra | *Attaché de direction*

415 | ALMEIDA Joao | *Rédacteur*

405 | DUHR Jean-Jacques | *Rédacteur*

403 | HERLING Paul | *Rédacteur*

406 | LAUER Edouard | *Rédacteur*

417 | PROTH Karin | *Rédacteur*

416 | SCHILTZ Carine | *Rédacteur*

411 | WAGENER Guy | *Rédacteur*

408 | ESCHETTE Nadine | *Rédacteur stagiaire*

404 | KETTMANN Steve | *Rédacteur stagiaire*

407 | BURNOTTE Jean-François | *Employé*

409 | FRANTZEN Guy | *Employé*

410 | KOHL Marc | *Employé*